

Les migrants toujours bouc émissaires

par Fernanda Marruchelli

Le fait que le « non » ait gagné contre les espaces institutionnels et que ceux-ci demeurent sourds aux attentes populaires crée des situations qui ne sont pas durables et on peut se demander sur quoi on va déboucher. Je vais m'arrêter sur un aspect de cette question.

Sarkozy et De Villepin avec leur mépris et leur agressivité contre la démocratie, le social et les migrants nous obligent à prendre la question du projet dans sa globalité : dans quelle société voulons nous vivre ? Quel type de liens sociaux et de mondialisation ? Quelle Europe ?

Impossible, cher-e-s camarades, cette fois-ci de marginaliser la question des migrants. Chirac, Sarkhozy, de Villepin ont décidé d'en faire une question centrale. Ils se préparent à aborder les échéances de 2007-2008 en faisant des migrants les bouc émissaires comme ils l'ont fait avec les jeunes pour la question de la sécurité lors de présidentielles.

Il est évident que tous ceux qui ont voulu dénaturé le vote « non » en le qualifiant de xénophobe ont l'intention désormais de nous montrer leur attachement à l'ouverture aux autres peuples, en premier lieu au fameux plombier polonais en attaquant les droits de la femme de ménage marocaine, du maçon algérien, de l'informaticien cingalais, du mécanicien chinois, du travailleur du bâtiment roumain... Toutes ces populations sont dans la ligne de mire, les mots sont durs, les objectifs inquiétants.

On nous annonce que tous les sans papiers doivent être expulsés, que le droit au regroupement familial sera quasiment stoppé, ce que même Giscard n'avait pas osé faire en décrétant l'arrêt de l'immigration en 1974, que les familles qui veulent accueillir un parent seront particulièrement surveillés, qu'un fichier de ces familles sera établi, ce que même Pasqua n'avait pas envisagé en 1993.

Par contre une police des migrants sera installée, une police des mariage. Nouveauté pour la république : la validité du mariage ne sera plus établie par le maire mais par un juge.

Penser que pour intégrer les immigrés régulier et lutter contre le racisme il faut lutter contre les « clandestins » peut sembler une idée logique, de bon sens même.

Mais c'est le contraire que nous observons.

La lutte contre les clandestins insécurise de manière permanente les immigrés en situation régulière. Elle est conduite dans cet objectif. Elle s'attaque aux victimes, les clandestins et n'inquiète pas ceux qui en profitent. La lutte contre les sans papiers produit sans cesse de nouveaux sans papiers. Par ailleurs, les lois qui se succèdent font passer sans discontinuer les immigrés réguliers dans l'irrégularité.

Comment ne pas voir que cette politique que se met en place depuis des années a déjà comme effet la précarisation généralisée de tous, des migrants certes mais pas seulement. C'est la porte d'entrée au morcellement de toute la société, c'est la division qui devient le fondement de la société.

Comment ne pas voir que c'est en conséquence de cette politique une nouvelle catégorie de citoyens est apparue, ceux que l'on appelle « issus de » et que de manière socialement héréditaire (première, deuxième, troisième, quatrième génération...) sont toujours immigrés et pas des citoyens à part entière ?

Soyons clairs, camarades, il ne suffit pas de porter fortement les questions sociales pour dépasser les discriminations, la xénophobie et les divers racismes. Ces questions nous devons les prendre à part entière, dans leur spécificité.

Il s'agit de l'unité du peuple, de l'ensemble des salariés, des jeunes, des résidents en France face à une politique qui tend à diviser, rejeter les uns contre les autres, les mettre en concurrence.

La négation des droits pour une partie de la population fragilise l'ensemble.

Dans certaines villes d'Ile de France, si on prend en compte les étrangers qui n'ont pas le droit de vote, leurs enfants qui, souvent, de ce fait ne s'inscrivent pas sur les listes et les abstentionnistes, l'assise politique repose sur une infime partie de la population.

Nous avons déjà dénoncé les politiques de quotas d'immigré que ce soit à la mode du libéral Sarkozy ou celle du socialiste Malek Boutih. De Villepin, tout en refusant le terme de quotas, reprend cette proposition. Nos arguments restent pertinents. Il suffit de voir ce qui se passe en Italie pour s'en convaincre : une véritable politique ethnique de l'emploi se met en place, les personnes sont enfermées dans un métier, dans une communauté en fonction de ces filières professionnelles ethniques institutionnalisées. Le séjour du travailleurs est dépendant du bon vouloir du patronat

Aucun progrès social et démocratique peut venir d'une politique qui se base sur l'exclusion et la division. Ces politiques amènent toujours une exclusion en chaîne. Elles permettent les manipulations qui renforcent les idéologies sécuritaires, les populismes.

Au lendemain de cette belle victoire de tous les résidents en France. Le Français ont mis le bulletin de vote dans l'urne mais nombreux sont les étrangers (et moi j'en suis) qui n'ayant pas le droit de vote ont contribué à cette victoire.

Donc, au lendemain de notre victoire, face à une lutte de classe d'une rare intensité, le Parti communiste a de grandes responsabilités pour le rassemblement de tous les travailleurs, de tous les précaires, de tous ceux et celles qu'on méprise, de tous les sans droits. Le Forum que nous proposons ne peuvent pas faire l'économie d'un forum sur les migrations, la citoyenneté de résidence et le droit de vote comme Marie George l'a dit publiquement.